

Raciste, sexiste, favorable à la sélection et à la privatisation/ coupes budgétaires...

Extrême-droite hors de nos facs

Canalisant le rejet des politiques anti-sociales vers un nationalisme exacerbé, l'extrême-droite voit ses scores électoraux et son influence croître à l'échelle internationale : 89 députés à l'Assemblée Nationale en France ; la présidence du Conseil à Giorgia Meloni en Italie ; un maintien de l'influence de Bolsonaro au Brésil et de Trump aux USA malgré leurs défaites électorales... En faisant de la « priorité nationale » la solution à tous les problèmes, l'extrême-droite camoufle la responsabilité des plus riches dans l'explosion des inégalités et de la précarité. C'est ce qui explique le soutien de patrons comme Vincent Bolloré qui affirme se servir de ses médias (Cnews, Europe 1, Canal+, J D D ...) « p o u r m e n e r u n c o m b a t civilisationnel » en faveur de l'extrême-droite.

L'UNI : laboratoire de l'extrême-droite

À Grenoble, l'extrême-droite tente de se reconstruire notamment à travers l'UNI. Cette organisation étudiante sert de laboratoire au projet défendu par Zemmour d'union de la droite traditionnelle et de l'extrême-droite. À travers des campagnes racistes et sexistes ce groupuscule soude les jeunes adeptes d'Éric Zemmour et l'ancienne droite grenobloise, affaiblie par la condamnation du Maire Alain Carignon à 5 ans de prison en 1989 pour détournement de €2,9 millions.

L'UNI Grenoble était ainsi présente aux rassemblements xénophobes organisés par Éric Zemmour, instrumentalisant un fait divers à des fins racistes, mais aussi à la rentrée politique de Wauquiez – président Les Républicains de la région. Elle permet ainsi à l'extrême-droite d'étendre son influence. Les campagnes menées en juin dernier contre la « propagande LGBT » que délivrerait l'Éducation Nationale, ou encore à la rentrée

2021 contre l'usage de l'écriture inclusive puis contre la vente de sandwiches halal par une association étudiante, visent à accroître l'homophobie, le sexisme et le racisme. En parallèle l'UNI Grenoble pratique un harcèlement systématique à l'encontre des jeunes qui militent contre le racisme et les inégalités. L'UNI a également cherché à gêner la tenue des derniers meetings organisés avec F. Ruffin (LFI), N. Arthaud (LO) ou encore P. Poutou (NPA). Ces tentatives se limitent encore à de soigneuses mises en scène dans lesquelles l'UNI se pose en victime. Mais il s'agit pour eux d'un pas en avant vers l'action violente à l'image de ce que l'extrême-droite lyonnaise pratique déjà.

L'UNI, une menace pour les droits étudiants

Enfin si l'UNI prétend « améliorer nos conditions de vie », son programme consiste à accompagner la politique de privatisation de l'enseignement supérieur : délégation de la restauration et du logement universitaire à des acteurs privés ; recours à l'endettement étudiant ; renforcement du poids des stages – en fait du travail gratuit – dans la validation des diplômes ; vote contre la prolongation des repas à 1€ en 2021... Loin de permettre une quelconque « excellence », l'essor de l'enseignement supérieur privé – qui a crû de 9 % depuis 2019 pour regrouper plus de 20 % des étudiant·e·s en 2021– appauvrit et précarise la jeunesse au profit de quelques actionnaires.

Luttons contre l'extrême droite pour exiger des moyens financiers et humains afin d'assurer un enseignement de qualité !

